L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 72, RUE DU CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS

DIMANCHE MATIN, 8 AOUT.

Convention Démocratique.

DISCOURS DE HORATIO SEYMOUR.

Le gouverneur Seymour, en prenant place au fauteuil, a prononcé le discours suivant :

Messieurs de la Convention : Je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à votre président. Cette Convention se compose d'un grand nombre de délégués de toutes les parties du pays. Nous sommes, en grande partie, étrangers les uns aux autres, et nous arrivons sur les points qui agitent notre patrie des manières de voir différentes. Nous ne pouvons être, j'admets, au courant de nos vues respectives, ni avoir tous les faits qui impressionnent l'esprit des autres. Cependant notre session doit être courte, et nous sommes obligés d'agir sans délai sur des questions d'un caractère irritant et d'une profonde importance pour notre pays. Maintenir l'ordre, réprimer toute manifestation de passion, chasser de notre esprit tout soupçon d'intolérance, tel est le premier devoir, me semble-t-il. (Applaudissements.) Je compte sur votre sentiment du devoir et sont sur ma propre volonté, pour me maintenir dans la mission que votre bienveillante partialité m'a confiée.

Jamais le citoyen ne se trouvera dans le cas d'une plus grande responsabilité que celle qui pèse maintenant sur nous. (Applaudissements.) Ce n'est pas seulement le triomphe d'un parti que nous avons en vue. Nous faisons une tentative pour sauver notre pays des dangers qui le menacent. Nous désirons écarter de lui les inquiétudes et les entraves qui, sous la forme de mauvaises lois et d'impôts écrasants, paralysent successivement les efforts et le travail dans le pays. (Marques d'approbation).

Nous espérons nous que nous pouvons rendre l'ordre, la prospérité et le bonheur aux différentes de notre pays qui souffrent si cruellement aujourd'hui dans leurs foyers et dans toutes les branches de leur industrie, par suite des malheureux événements des huit dernières années.

Nous prouverez, j'en suis convaincu, que nous sommes mûrs par un désir unanime d'aider toutes les classes de nos concitoyens. Tous ne veulent toute expression blessante envers les personnes, nous devons maintenir l'attention publique fixée sur les questions qui intéressent notre pays et qui ne peuvent être résolues que par la discussion et la raison. (Approbation).

Abandonnons le passé au jugement suprême de l'avenir, et abordons résolument les questions du jour (approbation.) Nous sommes forcés de répondre aux assertions émises dans les résolutions votées par la dernière convention républicaine. Le meilleur fait qu'il n'y a pas dans cette assemblée un homme qui ait dans le cœur le désir ou même l'intention de ressentiment contre le parti républicain qu'a pu provoquer la lecture de ces résolutions dans l'esprit des masses éclairées par les événements récents, et au vue de l'état présent du pays.

En premier lieu, les républicains félicitent l'homme d'affaires soucieux, le contribuable honnête et impôt. Ils ont déclaré la journée de travail est allongée par le développement des ressources naturelles à l'existence, sur le succès de notre politique de reconstruction qui leur a valu l'honneur de sauver notre nationalité commune et par la corruption de ses agences de bureaux.

Dans une résolution, ils dénoncent toute acte de répudiation comme un crime national. Alors pourquoi ont-ils inscrit dans tous les statuts de la nation des lois qui invitent des citoyens à faire l'épargne des années de labeur à prendre en paiement un papier déprécié — et ainsi faire ainsi tort d'une grande partie de chaque fortune ? (Applaudissements.) Ils ont déclaré que la solennité des engagements publics est un crime national, c'est-à-dire d'inviter les citoyens de ce pays à négocier ainsi leurs promesses individuelles (applaudissements.) N'était-ce pas un crime de forcer les créanciers de cet Etat et d'autres Etats